

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18897 - 73ÈME ANNÉE

La lutte contre le changement climatique doit être aussi un combat contre la pauvreté

## 5 morts à Mayotte à cause de la pauvreté



Image Mayotte Première.

Une maison a été ensevelie par une coulée de boue dans la nuit de mercredi à jeudi à Mayotte. C'est la conséquence de la pauvreté qui obligeait ces personnes à s'entasser dans un bidonville dans un quartier où un glissement de terrain avait déjà tué un enfant voici 12 mois. Ce drame rappelle que ce sont les pauvres qui sont en première ligne face aux phénomènes météo extrêmes favorisés par le changement climatique. Cela concerne aussi La Réunion.

À Mayotte, un drame causé par les fortes pluies a décimé une famille. Une femme et quatre de ses enfants ont perdu la vie à cause d'un glissement de terrain qui s'est abattu sur leur maison à Koungou. Seule une fille a pu être sauvée.

Cette famille vivait dans un bidonville car elle n'avait pas les moyens financiers de vivre ailleurs. Un an avant, le 11 janvier 2017, un enfant était également décédé dans des circonstances similaires, c'était dans la même ville. À Mayotte, les bidonvilles sont en expansion. C'est une conséquence de la croissance démographique et de la grande pauvreté dans cette île qui a été intégrée depuis 2011 par Paris à la République en tant que département.

### Inégalités et grande pauvreté

Mayotte compte officiellement aujourd'hui plus de 200.000 habitants. Elle en avait 50.000 en 1975 quand le gouvernement français a pris la responsabilité de ne pas respecter le résultat du référendum d'autodétermination du Territoire d'Outre-mer des Comores. Ce choix n'a pas été pleinement assumé par ceux qui l'ont fait et leurs successeurs.

En effet, Mayotte est un territoire où les inégalités explosent. Grâce aux transferts publics, une partie de la population a des revenus plus importants qu'en France à salaire égal. Elle peut donc se payer la vie chère. Mais pour la plus grande partie de la population, c'est la précarité, l'absence de travail durable et le refus de l'égalité sociale. En effet, bien que Mayotte ait le statut de département, ses habitants n'ont pas les mêmes droits qu'en France ou à La Réunion. C'est le cas des prestations sociales. Le RSA est égal à la moitié du droit commun, tandis que les habitants de Mayotte sont discriminés sur le plan des allocations familiales. À cela s'ajoute le retard pris par la France dans la réalisation des équipements nécessaires pour la population. Il manque en effet des logements adaptés aux capacités contributives de la population. Cela explique pourquoi nombreuses sont les familles à vivre dans des bidonvilles, qui plus est dans des

zones à risque. C'est aussi une des causes des émeutes qui sont survenues ces dernières années et qui a fait de Mayotte un territoire que des centaines de fonctionnaires ont demandé à quitter.

Autrement dit, le drame qui a endeuillé Mayotte n'est pas une catastrophe naturelle, mais la conséquence d'une politique qui produit de la pauvreté et des bidonvilles.

### Situation toujours plus grave

Les perspectives démographiques de l'ONU n'annoncent pas de répit. En 2050 Mayotte comptera plus de 400.000 habitants, et 700.000 à la fin du siècle, sur une superficie 6 fois inférieure à La Réunion. Autant dire que si le problème de la pauvreté n'est pas réglé, de telles drames se reproduiront avec des conséquences toujours plus graves. Les effets du changement climatique vont en effet s'accroître, or ils favorisent les phénomènes météo extrêmes qui frappent sans prévenir.

Cette croissance démographique concerne aussi La Réunion. En effet, en décidant de faire de Mayotte un département français, Paris a donc décidé que la seule île de l'océan Indien dont les habitants peuvent venir sans visa ni aucune contrainte est Mayotte. La Réunion est pour les Mahorais le département le plus proche. Rien n'empêche l'arrivée dans notre île de dizaines de milliers de l'habitants de l'île hippocampe. Ils peuvent avoir accès à La Réunion aux droits que la France leur refuse dans leur territoire, et peuvent imaginer échapper à une situation sociale explosive.

Si les bidonvilles ont reculé à La Réunion, la pauvreté et le manque de logement sont toujours là. Cela oblige aussi des familles à vivre dans des habitats insalubres. Comme ces maisons ne sont pas assurées, ces familles peuvent perdre tous leurs biens en cas de fortes pluies.

### La Réunion concernée

La semaine dernière, notre île a été

sous l'influence d'une tempête tropicale devenue cyclone quand elle s'est abattue sur Madagascar. Dans la Grande île, elle a fait au moins 29 morts, et plus de 80.000 sinistrés. À La Réunion, elle a entraîné la fermeture depuis mardi de la route du littoral. Mais il n'y a pas besoin qu'un système dépressionnaire soit baptisé pour faire des dégâts. De fortes pluies peuvent brutalement s'abattre sur un secteur très localisé. C'est ce qui s'est passé par exemple hier au Tampon. Un communiqué de la Mairie diffusé hier soir précisait que « depuis quelques heures le Tampon subit de très fortes pluies. De nombreux habitants sont confrontés à de grandes difficultés dues aux dégâts et aux dangers de l'eau. Des maisons ont été inondées, notamment au Petit Tampon. Grâce à la solidarité familiale, les personnes ont pu être hébergées. » Cela amené le maire du Tampon a mis en place un dispositif d'urgence, avec notamment l'ouverture de centres d'hébergement.

Tout comme Mayotte, notre île se situe géographiquement sous les Tropiques. Elle peut donc connaître des épisodes climatiques extrêmes. La Réunion connaît aussi une grande précarité, puisque plus de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. De plus, un Réunionnais sur trois vit dans une zone à risque. Le drame qui vient de toucher Mayotte s'est déjà produit à La Réunion, avec des familles ensevelies sous leur maison à la suite d'un glissement de terrain. C'étaient des familles pauvres qui vivaient dans des zones à risque faute de mieux.

Avec la croissance de la population à La Réunion, les fortes pluies feront toujours plus de dégâts. Les plus vulnérables sont les pauvres. Cela rappelle que la lutte contre le changement climatique doit se mener en même temps que le combat contre la pauvreté. C'est une question de sécurité publique.

**M.M.**

## Edito

### « Mon péi bato fou. Ousa banna i ral anou ? »

**T**andis que nous préparions « Égalité et Développement - Propositions pour un débat » (Octobre 1990), nous avons interrogé EDF pour tester une idée : au moment du remplacement des turbines de l'usine de Sainte-Rose, pourquoi ne pas installer les nouvelles turbines plus performantes en un point plus haut (restant à calculer) pour : 1 - soit récupérer l'eau une fois turbinée et l'utiliser pour une irrigation distribuée par réseau gravitaire, 2 - soit la pomper aux heures creuses pour réalimenter une retenue située en altitude et la réinjecter ensuite dans le nouveau site abritant les nouvelles turbines.

Nous avons même proposé d'utiliser l'énergie de l'eau au sortir des turbines pour produire, avant que cette eau ne soit ré-pompée ou orientée vers l'irrigation, de l'électricité à distribuer vers les quartiers environnants.

Nous avons eu droit, de la part du responsable EDF alors contacté, à un exposé nous démontrant l'infaisabilité d'un tel système que, malgré son ton jusque-là bienveillant, notre interlocuteur avait fini par qualifier avec ironie de « solution de type Shadocks », ajoutant même que si c'était aussi simple que ça, « EDF y aurait elle-même pensé depuis longtemps ».

Et pourtant, sans que nous en ayons eu nous-mêmes connaissance, ce système « à la Shadock » existait depuis 1890 en Suisse et en Italie et depuis 1933 en France boréale.

Il ne s'agit pas ici de faire le procès de ce responsable d'alors ni de quiconque, simplement de souligner la dépendance technologique et décisionnelle dans laquelle nous nous trouvons alors.

Le résultat ? Depuis 1979, tous les 2 jours, 1 million de mètres cubes d'eau douce sont jetées à la mer, gaspillés parce que — ignorance ou suffisance ? — des techniciens se sont focalisés sur la

mission qui leur avait été assignée : produire le maximum d'électricité avec l'eau dont ils disposaient et qu'importe si — en dépit des observations réitérées du PCR dont notre journal se faisait l'écho dès 1976 — cette ressource si précieuse et pure devait pour cela être jetée à la mer.

Et pendant ce temps-là, les STEP (stations de transfert d'énergie par pompage) ne cessaient et ne cessent de se multiplier de par le monde, la dernière en date devant être construite au Maroc à 70 kilomètres d'Agadir.

Cette STEP sera construite par Vinci Construction. Elle mobilisera 840 personnes (dont 780 recrutées sur place) pendant 48 mois au moins pour un coût de 284 millions d'euros.

Innovation supplémentaire, cette STEP bénéficiera pour le pompage de l'eau — déjà turbinée — vers le bassin supérieur de l'énergie produite par un parc éolien situé à proximité.

Mais à La Réunion, en 2010, nous avons opté pour le démantèlement des solutions basées sur l'exploitation de toutes les sources d'énergies renouvelables et/ou inépuisables dont notre île est pourtant si riche.

Nous avons préféré suivre les conseils d'aviseurs nous conduisant à jeter à la mer des milliards de mètres cubes d'eau douce et construire, pour plus de 2 milliards d'euros et des dégâts environnementaux irréversibles, une route en mer.

Quand donc cesserons-nous de consentir à nous laisser embringuer dans cette politique « bato fou » si bien dénoncée par Ziskakan ?

« Mon péi bato fou  
Ousa banna i ral anou ? »

**Jean**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Blocage de la SRPP, paralysie de La Réunion à cause du prix des carburants trop cher

# Premier mouvement après la hausse des taxes par la Région

Hier, de longues files se sont formées à l'entrée des stations-services provoquant d'importants embouteillages. C'était la conséquence du blocage du site de la SRPP par des transporteurs qui demandent la fin du monopole de cette entreprise sur le stockage des produits pétroliers. L'importante augmentation du prix gasoil a sans doute contribué à déclencher un tel mouvement. Elle est de 7 centimes par litre, en raison de la hausse des taxes perçues par la Région qui a besoin d'argent pour espérer continuer le chantier de la route en mer. Manifestement, les transporteurs ont des difficultés à répercuter cette hausse sur leurs clients, d'où le geste radical d'un mouvement qui revendique la fin du monopole de la filiale de Rubis pour que le prix du diesel diminue à La Réunion.



La taxe sur les carburants finance les chantiers routiers, dont celui de la route en mer.

**H**ier, des transporteurs du syndicat UNOSTRA ont bloqué l'entrée du dépôt de la SRPP. En conséquence, les stations-services ne pouvaient plus être livrées. Les patrons grévistes demandent la fin du monopole de la SRPP sur le stockage. Ils font partie de la Coopérative carburants d'intérêts régional et de public privé (CCIRPP). Ils annoncent être capables d'importer eux-mêmes le carburant afin qu'il soit moins cher à la pompe, et demandent donc le droit d'utiliser les installations de la filiale du groupe français Rubis pour pouvoir stocker leurs produits. Ils disent s'appuyer sur la loi qui leur

ouvrirait théoriquement l'accès aux cuves de la SRPP. Mais cette dernière refuse et veut garder son monopole. L'annonce de cette nouvelle a entraîné une ruée vers les pompes. De longues files d'automobiles se sont formées, paralysant la circulation. Rapidement, le gasoil a commencé à manquer. En fin de journée, les transporteurs ont libéré le site. Ils disent avoir eu un contact avec la Haute autorité de la concurrence qui examine la situation. De plus, ils étaient menacés d'une astreinte journalière de 10.000 euros en cas de poursuite du mouvement.

## La Région augmente la taxe

Cette manifestation a eu lieu quelques jours après une augmentation très importante du prix du litre du diesel, source d'énergie des camions.

À La Réunion, c'est la Région qui fixe le taux des taxes sur les carburants. Les recettes doivent aller dans un fonds destiné au réseau routier et aux bus. Le Conseil régional dispose donc d'un levier pour agir sur les prix.

Le 1er janvier, le prix du gasoil a connu une hausse importante, plus 7 centimes par litre, à cause de la hausse de la taxe perçue par la Région sur la vente de ce carburant. Cette décision a sans doute accéléré les événements. Cela faisait 20 ans que le Conseil régional n'avait pas changé le taux de la taxe qu'il percevait sur le sans-plomb et le gasoil.

Cette mesure est pleine de bon sens. En effet, le prix du carburant hors-taxe est nettement plus cher à La Réunion qu'en France. Les compagnies pétrolières présentent une facture au préfet, et ce dernier doit en tenir compte pour fixer le prix de vente maximal qui est le prix observé dans toutes les stations-services. À maintes reprises, le PCR ainsi que d'autres organisations ont dénoncé l'opacité des données fournies par les compagnies pétrolières. Elles seules détiennent en effet toutes les informations et peuvent donc agir à leur guise pour augmenter leurs profits.



Stations prises d'assaut hier, importants embouteillages.

## L'impact de la route en mer

Or, la Région Réunion s'est lancé dans un projet pharaonique. Elle a décidé de construire une route sur la mer sans s'assurer que les matériaux nécessaires à son achèvement soient disponibles en quantité suffisante à La Réunion. Par conséquent, le prix et la date de livraison de cette route sont inconnus. Le chantier a déjà pris du retard, ce qui se traduit par une explosion des coûts. L'enveloppe de 1,6 milliard d'euros ne pourra pas être respectée, et tout dépassement devra être pris en compte intégralement par la Région, donc le contribuable réunionnais. Pour ses besoins financiers, la Région a donc décidé d'augmenter la taxe sur les carburants. Pour justifier un tel fait, la majorité régionale met en avant les contraintes liées à la transition énergétique. Le gouvernement pousse pour que le diesel soit moins attractif que le sans-plomb, car les rejets de ce carburant sont plus nocifs pour la santé. Pour se conformer à cela, la Région avait deux possibilités : soit réduire la taxe sur le sans-plomb, soit augmenter fortement la taxe sur le die-

sel. La baisse de la taxe sur le sans-plomb se serait située dans la logique de la politique menée depuis 2010 par la Région. Par exemple, elle a décidé de subventionner Air Austral, Air France, Air Mauritius, XL Airways, Corsair et récemment French Blue en décidant de prendre à sa charge une partie du prix du billet d'avion. Cela représente plusieurs dizaines de millions d'euros par an. Elle a également choisi de subventionner les vendeurs d'ordinateurs portables en distribuant des bons d'achat de 500 euros aux familles qui ont un enfant qui entre au lycée. Là aussi, ce sont des dizaines de millions d'euros qui se sont envolés depuis 2010. Rappelons que quand l'Europe a exigé que la Région diminue la différence de taxe entre le rhum produit à La Réunion et les alcools équivalents importés, le Conseil régional a choisi de baisser l'octroi de mer sur les importations plutôt que d'augmenter celui du rhum afin de satisfaire les intérêts des vendeurs d'alcool réunionnais qui refusaient que le prix du rhum connaisse une hausse. Cette décision a scandalisé les professionnels de santé qui sont quotidiennement confrontés aux ravages de l'alcoolisme. Elle montre bien que la Ré-

gion est capable de baisser les taxes.

## L'urgence d'arrêter le chantier

10 jours après l'augmentation des taxes sur les carburants perçues par la Région, La Réunion a été paralysée par un conflit impliquant des transporteurs. Aussitôt le réseau routier a connu d'importants embouteillages. Ce ne sera sans doute pas le dernier mouvement. Les Réunionnais sont donc loin d'en avoir fini avec les conséquences de la décision de poursuivre à tout prix le chantier d'une route en mer qui est de toute façon condamnée par le climat tropical et les effets du changement climatique. Autrement dit, l'urgence d'arrêter ce chantier s'impose, car les Réunionnais ont d'autres priorités que de voir leur pouvoir d'achat ponctionné par une collectivité qui s'est lancé bien légèrement dans une aventure hasardeuse payée au prix fort par les contribuables.

**M.M.**

## Billet philosophique

# De la méditation à l'action...

L'actualité culturelle à La Réunion est marquée notamment par la traditionnelle visite du Dr Jacques Vigne, médecin psychiatre, conférencier, méditant yogiste et écrivain, à l'invitation de l'ARRCC (Association Réunionnaise des Relations et Créations Culturelles), pour tenir du 4 au 19 janvier dans plusieurs régions du pays des conférences et des séances de méditation afin de « transformer notre esprit par la claire vision intérieure et l'apaisement du mental ». Des rencontres qui nous permettent notamment de réfléchir aux liens possibles entre la méditation, la réflexion philosophique et les engagements pour bâtir un avenir meilleur pour l'humanité...

**D**urant ses rencontres avec les Réunionnais comme avec des citoyens du monde entier, Jacques Vigne, en tant que psychiatre, aide vraiment beaucoup de personnes à trouver les moyens de « se libérer des blessures du passé et à réveiller la joie intérieure » ainsi qu'à « entraîner l'esprit pour éduquer le cœur ». Il les aide aussi à « comprendre notre esprit, le modeler et le transformer par la claire vision intérieure et l'apaisement du mental », notamment par la méditation.

Mais comme il l'a expliqué le 4 janvier au Centre La Solara de Chanya Atlanta à Saint-Gilles les Bains, « méditer peut être thérapeutique mais aussi éthique et social, en améliorant nos comportements envers les autres et en avançant vers l'altruisme ». C'est pourquoi il nous conseille de « méditer pour nous libérer de nos addictions à la violence, afin d'avancer vers la sagesse pour être heureux en donnant du bonheur aux autres » ; et il a cité de nombreux philosophes à ce sujet, comme Frédéric Lenoir, qui préconise notamment dans son dernier livre de « philosopher et méditer avec les enfants ».

### « La défense de nos biens communs »

Ces belles pensées, on les retrouve dans les vœux exprimés par plusieurs organisations réunionnaises pour l'année 2018, comme par exemple le GDIR (Groupe de Dialogue Inter-religieux de La Réunion), présidé par Idriss Issop-Banian, qui



**Le Dr Jacques Vigne en train de distribuer des couvertures aux personnes victimes du tremblement de terre au Népal en avril 2015.**

rappelle que 2010-2020 doit être « la décennie de la fraternité » et que les religions sont « pour la paix ». À ce propos, il lance aussi un appel à la célébration réunionnaise du 16 mai, proclamé par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa séance du 17 décembre dernier la « Journée internationale du vivre ensemble dans la paix ».

Nous citerons également les vœux exprimés par l'EPI (Espace pour Promouvoir l'Interculturalité), présidé par Reynolds Michel, pour qui nous devons « favoriser les rencontres interculturelles en luttant contre l'enfermement dans nos identités particulières ». Il nous appelle aussi à « travailler au développement de la cohésion sociale en œuvrant pour des espaces de dialogue et des relations confiantes » ainsi qu'à « retrouver la volonté de lutter ensemble pour la défense de nos biens communs ».

### « La responsabilité pour plus d'autonomie »

Dans cet esprit, nous pouvons évoquer l'appel lancé par le Comité Solidarité Chagos La Réunion, présidé par Georges Gauvin, pour qui nous devons continuer à nous unir « pour aider nos sœurs et frères chagosiens dans leur lutte pour le retour chez eux, dans leur pays situé au milieu de l'océan Indien ». D'où ce souhait : « En abordant l'année 2018, nous souhaitons continuer et si possible renforcer nos actions en faveur de la cause des Chagos ».

Le dernier vœu que nous citerons vient du Parti Communiste Réunionnais, présidé par Élie Hoarau, pour qui « l'année 2018 est l'occasion de faire prospérer l'idée d'un projet global pour régler tous nos problèmes. Le PCR demande donc aux forces vives de saisir l'occasion des Assises du développement organisées par le gouvernement pour faire avancer ce projet global ». C'est pourquoi « le PCR renouvelle son appel à la responsabilité pour plus d'autonomie. En effet, si en 2018 la population ne voit pas qu'elle peut espérer l'amorce d'une rupture avec un système qui produit du chômage et des inégalités, alors ce sera encore une année de perdue, avec pour effet une aggravation de la crise sociale, économique, environnementale et politique de La Réunion ». Voilà comment on peut passer de la méditation à l'action...

**Roger Orlu**

## « L'école de la confiance », une vieille idée neuve

**L**e ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a missionné Boris Cyrulnik, le célèbre neuropsychiatre, pour réformer l'école primaire.

Pardon pour mon manque de discrétion mais en 1987, dans un livre initialement intitulé « La santé et les besoins essentiels de l'enfant », avec comme sous-titre « Pour une éducation fondée sur les sensations » j'évoquais dans une section du dernier chapitre 5 le thème de :  
Peut-on sauver l'école ?

« La façon d'être, de penser et d'agir d'un enfant dans une école doit être évaluée et comprise notamment en fonction du nombre d'enfants de sa classe. Dans une classe trop chargée, l'enseignant se fabrique un personnage pour pallier les/aux pesanteurs administratives qui pèsent sur

lui et dissimuler ses propres limites face à la turbulence des enfants. Il aura très vite recours à des positions arbitraires et à une pédagogie rigide ou relativement rigide quelquefois camouflée par des alibis ou des mystifications pédagogiques. Dans ces conditions de vie scolaire l'enfant apprendra vite la soumission à un ordre institutionnel quelquefois légitimé par un « projet pédagogique ».

Tout projet de réorganisation de la vie scolaire passe par un soutien des enseignants de la part des parents parce qu'ils auront compris l'enjeu de l'éducation. Une réforme remet non seulement en cause la finalité de l'école, l'idée que l'on se fait de l'éducation primaire, mais implique également une augmentation des ressources financières allouées à l'Éducation Nationale ». On

ne pourra parler réellement de « La joie à l'école » (Georges Snyders, 1987) qu'après avoir procédé à une telle réorganisation. »

30 ans plus tard, Boris Cyrulnik s'inspirera de la méthode de l'attachement, axée sur le langage, le comportement et l'attitude de l'enseignant envers l'enfant.

Selon le ministre : « L'école maternelle doit donner à l'enfant l'appétit d'apprendre (...) Elle doit devenir une locomotive pour toute l'école, synonyme de bonheur et non d'angoisse. Une école de la confiance. »  
Comment l'institution n'y a-t-elle pas pensé plus tôt ?

**Frédéric Paulus, CevOI**

## Complot ?

**L**'homme est comploteur, surtout lorsqu'il prépare un mauvais coup. Donc, des complots de toute dimension, des complots d'apparence honnêtes, d'autres un peu moins, beaucoup de complots et d'ententes plus ou moins internationales, des complots contre des individus, des entreprises, des états, etc, comment peut-on imaginer qu'il n'y en ait pas ? Mais ces complots-là, ne sont rien, ou pas grand-chose. Si l'on fait référence à la pagaille du Monde, à l'injustice et aux déséquilibres qui minent notre humanité, il faut aller plus loin dans l'analyse. Sans l'assassin, le couteau est bien innocent. C'est vrai. Mais si les armes n'existaient pas, il y aurait sans doute moins de victimes. Si les autos n'existaient pas, il y aurait moins de morts sur les routes, etc. Paradoxalement, dans cette histoire de complot, c'est l'arme du crime qui joue le rôle le plus important. Tout, aujourd'hui est fondé sur la monnaie, les finances, l'économie. Or que nous disent les financiers ? Une bonne entreprise doit doubler son chiffre d'affaires tous les 3 ans ou son capital tous les 5 ou 10 ans maximum. Et je peux vous garantir qu'un nombre d'humain très impor-

tant est payé, souvent fort bien, pour obtenir ce résultat. Cela n'a l'air de rien, c'est pourtant le nœud gordien de notre histoire. Je ne dis pas que tous tueraient père et mère pour obtenir ce résultat, mais nous n'en sommes pas loin. Il suffit de voir avec quelle délectation les Trump et autres milliardaires, se vautrent dans la boulimie de la fortune et du luxe. Le succès appelle le succès, l'argent appelle l'argent.

Ce rouleau compresseur économique fait peu de cas de l'humain et des dégâts collatéraux qu'entraîne l'irréversible avancée de la machine économique. On dit de plus en plus que les grandes puissances financières ne craignent plus les états. C'est là que tout capote. C'est là, la ligne rouge que certains humains franchissent allègrement, sans états d'âme, sans scrupules, sans regrets. Certains, pour se dédouaner, entretiennent tout de même quelques œuvres charitables. Mais le mal est fait. Et le pire de l'histoire, c'est que ces modestes œuvres charitables sont destinées à réparer les dégâts perpétrés par les combines financières de ces mêmes « généreux » donateurs. Rassurez-vous, on dépensera le minimum pour enrayer la misère !

Il suffit de regarder les chiffres pour s'apercevoir du résultat désastreux de cette stratégie économique. Depuis plus de 40 ans, la misère augmente dans le Monde alors que l'on nous promettait que le progrès allait réduire les inégalités. Il semblerait que l'on ait aujourd'hui atteint le chiffre pharamineux de 50% de l'humanité au-dessous du seuil de pauvreté, en tout cas, très loin pour ce qui est du niveau de vie, des 50% les plus riches. Je ne peux m'empêcher de penser que cette situation est responsable de la très mauvaise santé physique et morale de l'ensemble de l'humanité (car vous imaginez bien que les 50% de nantis, si par hasard ils avaient la conscience tranquille, ne peuvent échapper à la peur de la vindicte des 50% restant). Alors, complot ? Pas si sûr. Pour parvenir à ce résultat désastreux, il n'y a probablement pas eu besoin de complot. L'arme financière ici, se suffit à elle-même et, malheureusement, elle est terriblement efficace.

**François-Michel Maugis  
La Réunion  
Économiste, écrivain  
et philosophe**

# Oté

## Lo vote pou lo FN : in mové l'idé, i fé pa in bon politik

*Beucaire ? Sa i di azot kékshoz konm vil ? Moin pèrsonèl sa i di pa moin granshoz. Sof in n'afèr kant mèm : sa i rapèl amoin, bann léktir nout mète lékol téi done anou pou lir. Sa i rapèl amoin bann lète mon moulin in sèrtin Alphonse Daudet ; in l'ékrivin désédé zordi é dopi lontan, mé téi koné bien tourn son bann lète tèl fason ou téi lira li dopi lo komansman ziska la finisyon san zamé pèrd lo fil sak li té apré rakonté.*

*Mé Beaucaire zordi, d'aprè sak i paré, la pi bann zoli shoz la. Beaucaire zordi sé lo FN la pran la méri é konm li fé partou, son bann mové l'idé li pans sa sé in bone politik. Si ou i fé sa dann Beaucaire lé konmsi ou téi rann bèf, sansa koshon obligatoir dann bann kantine La Rényon ; dizon lé konmsi ou téi vé mète bann mizilman sansa bann zanfan tamoul an déor d'la kantine.*

*Lo mèr la réponn sak lété kont son désizyon : la kantine la pa in lotèl kat zétoil. Sa lé sir si i rogard lo pri mé pou la kuizine bann kat zétoil zot va éskiz amoin mé mi profèr manzé mon kaz si moin lé pa tro loin. Si moin lé loin in barkète la boutik i pé fé l'afèr... In romark solman : l'opital osi la pa in réstoran kat zétoil mé i domann aou kant mèm kosa ou i manz, kosa ou i manz pa, kèl manzé ou lé alèrzik, kèl manzé i pass bien dann out léstoma.*

*Pou arvnir dsi la késtyonn kantine moin la pa pou bann ménu obligatoir, inik, konm in n'ot komine la desidé. Pars si l'ékol lé layik, la kantine galman i doizète layik é sirtou i doi pa alé kont sak lé défandi par in gran rolizyon pars i fo pa obliy l'Islam sé lo dézyèm rolizyon néna dan La Frans zordi. Tout fason demoun rasis sé demou rasis é la poin arienn bo pou tiré.*

*Alor siouplé, bann rényoné i domann vote FN, zot i dovré fé i pé atansyon sak zot i fé. Pars konm mon défiin papa téi di : lé tro tar pou tyinbo out komisyon kan ou la fine fé dann dra.*

**Justin**

« Lé tro tar pou sèr la fès kan ou la fine fé dann dra ! » : In kozman pou la rout

Sa sé in kozman mon défin papa téi yèm di kan demoun i oi pa pli loin k'zot bout né i pran in désizyon san rogard kisa k'i pèrd épi kisa k'i gingn. Sa sé in n'afèr k'i ariv toultan pars la konsantrasyon épi la roflékyon, souvan dé foi, la pa in kalité niméro inn shé lo moun. Néna an parmi l'moun sak i rofléshi, sak i kalkil, lo pour, lo kont, lo pétète é lo pétète pa. Apré, boudikont, afors pran in désizyon i annui azot zot i anvoye baladé é kan in zistoir tort i ariv zot i di la pa zot l'otèr... Kisa l'otèr alor ? Lé zot biensir. Touzour l'ot l'otèr. Ala in bon règ défans pou bann ti marmaye. In romark kant mèm : souvan dé foi bann ti marmaye i rofé sak zot i oi bann gran moun i fé z'ot kaz, sansa dann z'ot famiy prop, pétète bann z'ami z'ot prop famiy. Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.